POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Accélérer la diversification exigera bien plus qu'une cible d'exportation

Par Florence Jean-Jacobs, économiste principale, Laura Gu, économiste senior, et LJ Valencia, économiste

FAITS SAILLANTS

- Les tensions commerciales avec les États-Unis pèsent lourdement sur l'économie canadienne, ce qui renforce la nécessité pour le Canada d'élargir son réseau de partenaires commerciaux à travers le monde. Dans cette optique, le gouvernement fédéral s'est fixé un objectif qui peut sembler ambitieux : celui de doubler les exportations hors États-Unis au cours de la prochaine décennie, ce qui représenterait une augmentation d'environ 300 G$.
- La croissance rapide des exportations de biens vers des destinations non américaines au cours des dernières années est encourageante, mais elle reflète largement la hausse des prix des matières premières plutôt qu'une augmentation des volumes d'exportation. Notre scénario de référence suggère que le Canada peut atteindre l'objectif de 2035 avec les taux historiques de croissance du volume des exportations et les prix d'exportation projetés. Une diversification accrue dans les produits manufacturés à valeur ajoutée permettrait d'obtenir un profil commercial plus équilibré, de réduire le risque de concentration et, fort probablement, de réaliser des gains de productivité.
- Les services offrent une autre voie vers la croissance à l'étranger. Leurs marchés d'exportation sont déjà plus diversifiés que ceux des biens, et les services fournis par voie numérique offrent un potentiel supplémentaire.
- L'objectif en dollars, à lui seul, constitue une mesure incomplète de la diversification. En fin de compte, une véritable diversification nécessitera des améliorations importantes sur le plan de la productivité, de la compétitivité et des infrastructures commerciales afin de bâtir une base d'exportation plus large et plus résiliente, plutôt que de simplement doubler la valeur en dollars des exportations vers d'autres marchés.

Alors que les tensions commerciales avec les États-Unis pèsent lourdement sur l'économie canadienne, le gouvernement fédéral a intensifié ses efforts pour réduire la dépendance commerciale à l'égard de notre voisin du Sud et obtenir un meilleur accès aux marchés d'autres régions. Dans le budget de 2025, le gouvernement fédéral s'est fixé comme objectif de doubler les exportations de biens et de services vers des pays autres que les États-Unis d'ici 2035.

Mais atteindre un objectif en dollars et bâtir une base d'exportation plus large sont deux choses différentes. Dans ce *Point de vue économique*, nous analysons les facteurs à l'origine des gains récents, les écarts entre les industries et les provinces quant aux progrès réalisés, ainsi que la nécessité d'un changement structurel de la base d'exportation du Canada pour atteindre l'objectif. Nous examinons ensuite comment mieux mesurer les progrès accomplis vers une véritable diversification commerciale.

Un objectif atteint, soutenu par la hausse des prix

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement du Canada fixe des objectifs de diversification. Dans son *Énoncé économique de l'automne 2018*, le gouvernement fédéral s'était donné l'objectif d'augmenter les exportations hors États-Unis de 50 % entre 2017 et 2025. En fin de compte, le Canada a dépassé sa cible un an avant l'échéance prévue (Affaires mondiales Canada, 2024). Il convient de noter que la cible était exprimée en dollars courants (plutôt qu'en dollars constants ajustés pour l'inflation), et que la flambée des prix

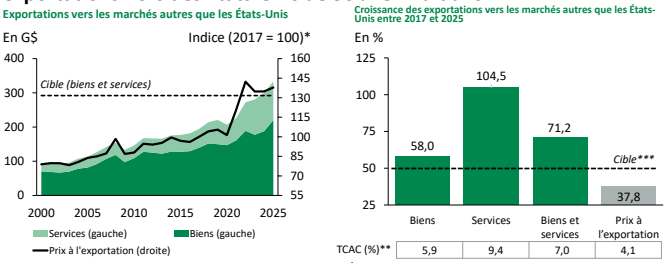
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

après la pandémie a aidé à rendre cet objectif atteignable (graphique 1). Une grande partie de ces résultats est attribuable aux exportations de services, qui ont augmenté de 9,4 % par an en dollars courants (ou en termes de valeur) et d'environ 5,3 % par an en dollars constants (ou en termes de volume)[1]. Les services commerciaux et les services de voyage, en particulier, ont connu une croissance rapide. Cette dernière catégorie a été alimentée par la hausse du nombre d'étudiants internationaux au Canada, puisqu'elle inclut les frais de subsistance et les frais de scolarité de ces étudiants. Du côté des biens, la croissance a été plus modérée, s'établissant à 5,9 % par an en valeur, principalement sous l'impulsion des produits énergétiques ainsi que des produits métalliques et des produits minéraux non métalliques. De 2017 à 2025, la croissance en volume des exportations de biens, qui s'est établie à environ 1,8 % par an, a été légèrement inférieure à la croissance moyenne du PIB réel pendant la période (2,2 %).

Graphique 1

Le Canada a surpassé son objectif précédent visant à augmenter ses exportations hors des États-Unis de 50 % en huit ans



* L'indice des prix à l'exportation repose sur les exportations totales (vers les États-Unis et les autres marchés). Indice de Laspeyres; ** Taux de croissance annuel composé; *** TCAC de 5,2 %.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

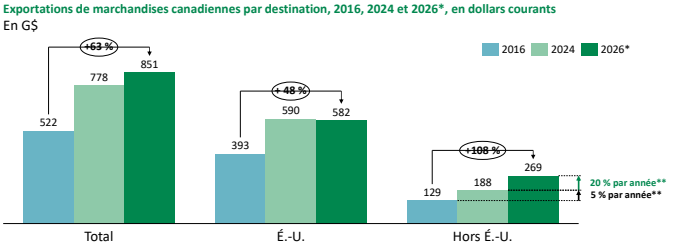
Pour l'avenir, le nouvel objectif du gouvernement fédéral consiste à doubler, en dollars courants, les exportations de biens et de services vers les marchés autres que les États-Unis entre 2024 (année de référence) et 2035. Cela correspond à un taux de croissance annuel moyen de 6,5 %[2], comparativement à la moyenne de 5,2 % par année[3] nécessaire pour atteindre l'objectif précédent d'une augmentation de 50 % sur huit ans. À première vue, cette cible peut sembler ambitieuse, mais le taux de croissance requis est inférieur au taux annuel de 7,0 % effectivement enregistré entre 2017 et 2025. La section suivante examine comment les exportations vers des destinations autres qu'américaines ont évolué jusqu'à présent par rapport à ce nouvel objectif.

Exportations de biens : une histoire de matières premières

En ce qui concerne les exportations de biens, le Canada a bel et bien doublé la valeur de ses exportations vers des destinations non américaines au cours de la dernière décennie (graphique 2). Toutefois, une grande partie de cette croissance s'est réalisée au cours des deux dernières années, dans un contexte de turbulences commerciales avec les États-Unis. Selon les données recueillies jusqu'à présent en 2026, les exportations de biens vers les marchés autres que les États-Unis ont augmenté de plus de 100 % par rapport à 2016. Cependant, le taux de croissance annuel était de 5 % par année pour les huit premières années, et de 20 % pour les deux dernières. Par ailleurs, les exportations annualisées vers les États-Unis ont été proches de leur niveau de 2024 jusqu'à présent cette année.

Graphique 2

Les exportations hors des É.-U. ont doublé depuis 2016, mais la majorité de la diversification s'est produite en 2025-2026



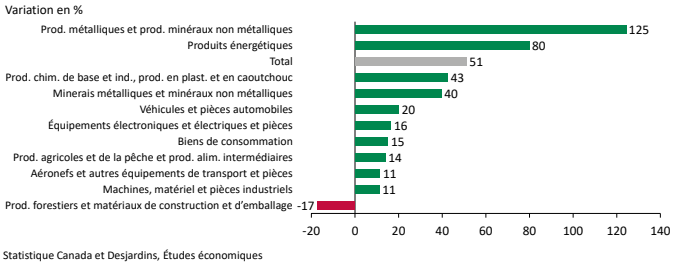
* Période de 12 mois se terminant en août 2026. ** Taux de croissance annuel composé (TCAC).

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les matières premières représentent la majeure partie de l'accélération récente de la diversification. Une grande partie de la progression depuis 2024 est attribuable aux produits métalliques et aux produits minéraux non métalliques (en hausse de 125 %), principalement à l'or, ainsi qu'aux produits énergétiques (graphiques 3 et 4 à la page 3). Durant cette période, les prix de l'or ont bondi de 90,7 %.

Graphique 3

Diversification des exportations de biens : une affaire de matières premières



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

[1] Taux de croissance annuel composé (TCAC). La croissance du volume est une estimation. À titre de référence, le PIB réel a progressé de 2,2 % par an de 2017 à 2025 (TCAC).

[2] TCAC de 6,5 %, calculé à partir de l'augmentation de 296,0 G$ en 2024 à 591,9 G$ en 2035 (Budget 2025).

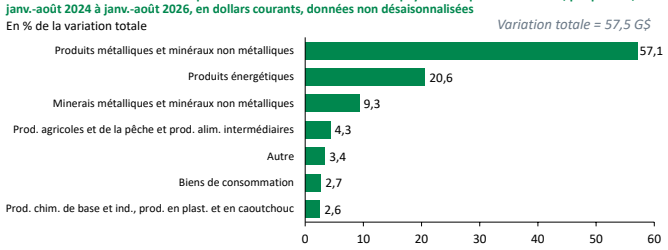
[3] TCAC de 5,2 %, calculé à partir de l'augmentation de 194,5 G$ en 2017 à 291,8 G$ en 2025 (Affaires mondiales Canada, 2024).

[4] De janvier à août.

Graphique 4

Les produits minéraux et les métaux représentent la majeure partie des gains de diversification hors des États-Unis depuis 2024

Contribution à la croissance des exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis, par produit, janv.-août 2024 à janv.-août 2026, en dollars courants, données non désaisonnalisées



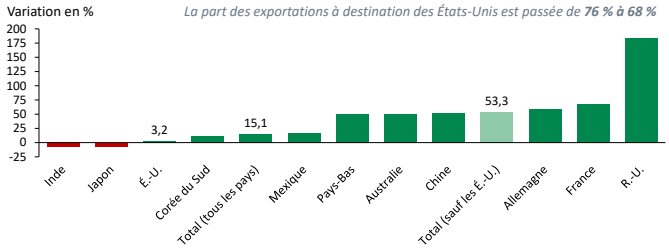
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

En examinant les données par pays de destination, la hausse la plus marquée entre 2024 et 2026[4] a été observée du côté du Royaume-Uni et a été dominée par l'or (graphique 5). Les exportations vers la France et l'Allemagne ont été stimulées par les huiles de pétrole, les métaux, les minerais, les produits pharmaceutiques et les aéronefs. La part des États-Unis dans les exportations canadiennes de biens est passée de 76 % à 68 % depuis 2024, soit un recul de 8 points de pourcentage en seulement deux ans. La part des exportations canadiennes de marchandises vers les États-Unis a atteint 66 % en juillet 2026, son plus bas niveau hors de la période pandémique (graphique 6). Mais malgré cette progression, la part des exportations nominales de biens vers des pays autres que les États-Unis représente environ la moitié de celle des exportations vers notre voisin américain.

Graphique 5

Les exportations vers le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont été particulièrement fortes

Exportations canadiennes de marchandises, janv.-août 2024 à janv.-août 2026, en dollars courants, données désaisonnalisées

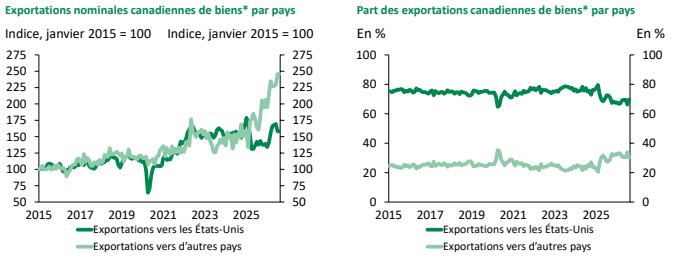


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le Québec a connu une tendance de diversification similaire à celle du Canada dans l'ensemble (graphique 7). Plus précisément, la province a augmenté ses exportations d'aéronefs et de pièces vers la France et l'Allemagne, ainsi que celles d'aluminium vers les Pays-Bas et l'Italie. Les expéditions de produits pétroliers raffinés vers les terminaux néerlandais ont également contribué cette année à accélérer la diversification, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie.

Graphique 6

Les exportations canadiennes de biens sont de plus en plus diversifiées



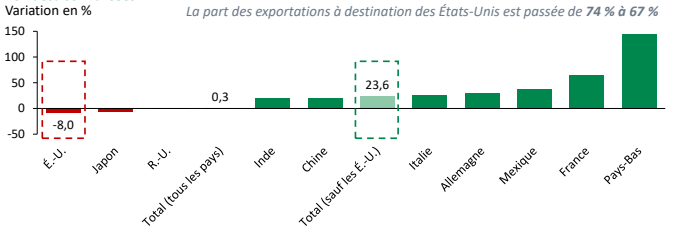
* Les données sur les biens sont établies selon la balance des paiements, tandis que celles sur les marchandises le sont selon les données douanières; ** Dernières données : août 2026.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 7

Le Québec vend moins aux États-Unis et davantage au reste du monde

Exportations de marchandises du Québec*, janv.-août 2024 à janv.-août 2026, en dollars courants, données non désaisonnalisées



* Exportations internationales, y compris les réexportations.

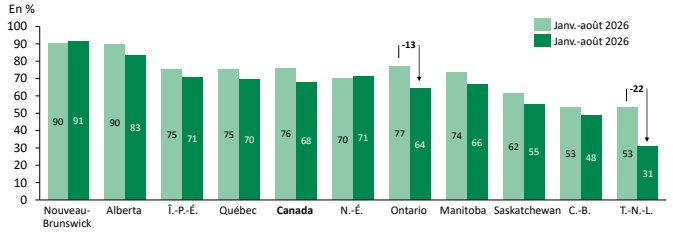
Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La capacité de diversifier les exportations varie considérablement selon les provinces en raison des différences dans la composition sectorielle, la clientèle établie et l'accès aux infrastructures de transport. Le virage du Canada vers des marchés autres qu'américains a été inégal d'une province à l'autre, une grande partie des progrès globaux étant attribuable aux secteurs du pétrole, du gaz et des mines. Terre-Neuve-et-Labrador est la province la moins dépendante des États-Unis pour ses exportations de biens et a également connu la réduction la plus importante de cette dépendance depuis 2024 (graphique 8). L'Ontario se classe au 2e rang, mais son évolution est moins

Graphique 8

Terre-Neuve-et-Labrador et l'Ontario ont le plus diversifié leurs exportations

Exportations de marchandises vers les États-Unis en proportion des exportations totales, par province*, janv.-août 2024 et janv.-août 2026



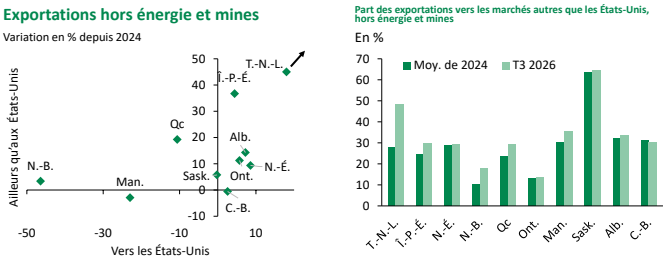
* Exportations nationales, excluant les réexportations.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

encourageante que ne le laisse croire le résultat global : l'augmentation de ses expéditions d'or vers le Royaume-Uni a coïncidé avec un recul de ses exportations vers les États-Unis dans des secteurs comme l'automobile et l'acier.

En dehors de l'énergie et des mines, la diversification a été plus lente et moins généralisée (graphique 9). L'Alberta a augmenté ses exportations tant vers les États-Unis que vers les autres marchés. La Saskatchewan était déjà bien diversifiée : environ 63 % de ses exportations, hors énergie et mines, étaient destinées à des marchés autres que les États-Unis, grâce au commerce des produits agroalimentaires et des engrais. Le Québec a également progressé : ses exportations vers les marchés autres que les États-Unis, hors énergie et mines, ont augmenté tandis que ses expéditions vers les États-Unis diminuaient. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard ont enregistré une forte croissance de leurs exportations vers les marchés autres que les États-Unis, hors énergie et mines, bien que leur base d'exportation plus restreinte rende les résultats plus sensibles aux expéditions individuelles.

Graphique 9
La diversification n'est pas la même partout



Statistique Canada, U.S. International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

Ailleurs, la diversification ne progresse pas réellement. L'augmentation de la part des exportations du Manitoba vers des pays autres que les États-Unis reflète surtout une baisse des exportations vers les États-Unis plutôt qu'une véritable croissance sur les autres marchés. Le Nouveau-Brunswick présente un profil similaire, avec des gains modestes vers des destinations non américaines et une contraction beaucoup plus marquée des expéditions vers les États-Unis. La Nouvelle-Écosse a accru ses ventes vers les marchés tant américains que non américains sans modifier substantiellement la composition de ses exportations. Parallèlement, la part des exportations de l'Ontario destinées aux marchés autres que les États-Unis, hors énergie et mines, demeure près de 14 %, et leur croissance à l'étranger reste modeste. La part de la Colombie-Britannique a légèrement diminué, car la croissance des exportations vers les États-Unis a surpassé les gains hors États-Unis.

Doubler les exportations sans doubler l'ambition?

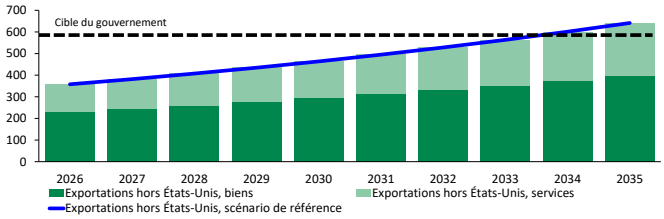
Comme il a été mentionné plus haut, entre 2017 et 2025, les volumes d'exportation vers les marchés autres que les États-Unis ont progressé en moyenne de 1,8 % par an pour les biens et de 5,3 % pour les services. En examinant la nouvelle cible du gouvernement, nous estimons que, pour l'atteindre, une croissance annuelle moyenne de seulement 1,8 % du volume total des exportations hors États-Unis serait nécessaire d'ici 2035. Cette estimation repose sur les données disponibles et sur nos plus récentes perspectives concernant les prix à l'exportation. (Voir la méthodologie dans l'encadré.)

Selon notre scénario de référence, la valeur des exportations du Canada vers des pays autres que les États-Unis pourrait atteindre près de 650 G$ d'ici 2035, ce qui serait légèrement supérieur à l'objectif gouvernemental (graphique 10 à la page 5). Pour la période 2030-2035, nous présumons une croissance annuelle du volume de 1,8 % pour les biens et de 3,1 % pour les services,

ENCADRÉ
Hypothèses relatives à nos prévisions commerciales de référence

En nous appuyant sur nos *Prévisions économiques et financières* (PEF) d'octobre, nous avons élaboré un scénario de référence pour examiner comment le gouvernement peut atteindre sa cible d'exportations vers des pays autres que les États-Unis. Selon ces prévisions, la valeur nominale des exportations de biens dépend de nos perspectives relatives aux prix et aux volumes d'exportation globaux. Ces deux facteurs sont principalement déterminés par les prix des matières premières et le taux de change, tandis que les volumes dépendent également de la demande extérieure. Nous posons ensuite des hypothèses concernant la croissance des exportations nominales vers les pays autres que les États-Unis, tandis que les exportations vers les États-Unis sont obtenues par différence par rapport à nos projections des exportations totales. Nous supposons que les prix des produits de base, notamment le pétrole brut WTI (*West Texas Intermediate*) et l'or, évolueront conformément à nos dernières projections, tandis que le dollar canadien suivra la trajectoire décrite dans les PEF d'octobre avant de demeurer stable après 2030. De plus, nous utilisons les prix des services tirés des comptes nationaux comme indicateur de l'évolution possible des prix des exportations de services au fil du temps. Enfin, nous supposons que la croissance des exportations nominales de services hors des États-Unis se rapprochera de la moyenne à long terme.

Graphique 10
Les exportations hors États-Unis pourraient dépasser la cible du gouvernement avant 2035
Exportations de biens et de services vers des pays autres que les États-Unis
En G$



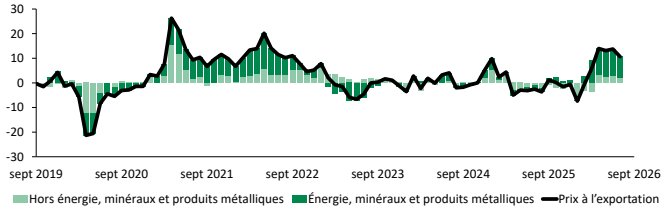
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

ce qui est globalement conforme à leur performance historique. La croissance des volumes de biens correspondrait au rythme enregistré entre 2017 et 2025, tandis que la croissance des services serait plus lente que celle enregistrée antérieurement. L'atteinte de la cible ne nécessiterait donc pas forcément une nette accélération de la croissance des exportations canadiennes. Selon notre scénario de référence, la croissance historique des volumes et les prix d'exportation projetés seraient suffisants pour la dépasser.

Risques liés aux prévisions

Bien que nos prévisions de référence indiquent que le Canada atteindra probablement son objectif d'exportations hors des États-Unis d'ici 2035, elles sont sujettes à une incertitude considérable, particulièrement en ce qui concerne les prix à l'exportation. Historiquement, une grande partie de la hausse des prix des exportations canadiennes de marchandises a été attribuable aux produits de base, particulièrement aux produits énergétiques, minéraux et métalliques (graphique 11). Par conséquent, des prix des matières premières plus élevés que prévu pourraient améliorer considérablement les perspectives d'exportation. Ce facteur est particulièrement important à court terme, puisque la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourrait maintenir les prix de l'énergie à un niveau élevé et accroître la valeur des exportations canadiennes de biens.

Graphique 11
L'énergie, les minéraux et les métaux ont été les principaux moteurs de la hausse des prix des exportations de biens ces dernières années
Prix des exportations de biens*
Variation annuelle en %



* Indice de prix en chaîne de Fisher.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Au-delà des prix, la réalisation de l'objectif de diversification des exportations du gouvernement dépendra également d'une croissance soutenue des volumes d'exportation, particulièrement en dehors du secteur de l'énergie. Des recherches de la Banque du Canada (BdC) ont montré que les entreprises affichant une croissance plus forte de la productivité, une plus grande envergure et une présence plus étendue sur les marchés d'exportation sont généralement mieux placées pour pénétrer les marchés étrangers et y prendre de l'expansion (Brouillette et collab., 2018 [en anglais seulement]). En fin de compte, la diversification du commerce au-delà des États-Unis exige donc plus que le simple accès à de nouveaux marchés. Elle dépend de la capacité du Canada à accroître son potentiel de production en s'appuyant sur des investissements dans les infrastructures de transport et d'autres actifs favorisant le commerce. Elle dépend également des aptitudes concurrentielles des exportateurs canadiens à l'étranger, grâce à des biens et services novateurs et à valeur ajoutée. Au vu des tendances récentes, les secteurs de l'aérospatiale et des produits pharmaceutiques offrent des exemples de diversification réussie vers l'Europe. Avec des investissements adéquats dans la productivité, d'autres secteurs manufacturiers pourraient suivre cette tendance.

L'évolution de nos exportations de services présente à la fois un risque à la baisse et une possibilité de croissance. La croissance enregistrée au début de la période postpandémique a été alimentée par un fort afflux de résidents non permanents, particulièrement d'étudiants internationaux. Cette tendance s'est récemment inversée, le gouvernement fédéral ayant cherché à réduire les niveaux d'immigration. Les exportations de services de voyage vers des destinations autres que les États-Unis pourraient donc croître plus modérément au cours de la prochaine décennie que ne le laissent penser les résultats récents. À l'inverse, la croissance des exportations totales de services pourrait s'accélérer au cours des dix prochaines années, propulsée par la numérisation et l'essor de la prestation de services numériques par-delà les frontières (Goldfarb et Suominen, 2025). À l'échelle mondiale, la croissance du commerce des services a largement dépassé celle du commerce des biens. Les services canadiens ont une vaste portée sur les marchés mondiaux : 47 % des exportations de services sont destinées à des marchés autres que les États-Unis, comparativement à 28 % pour les exportations de biens. Ils offrent donc un fort potentiel d'accroissement de la diversification commerciale au-delà des États-Unis au cours de la prochaine décennie. Leur plus grande résilience face aux chocs mondiaux et leur moindre vulnérabilité aux frictions liées aux tarifs douaniers en font également une force stabilisatrice.

Au-delà de l'accès aux marchés, la diversification exige des gains de productivité

Doubler les exportations hors des États-Unis constituerait une avancée, mais pas nécessairement une percée remarquable. La croissance historique des volumes et la hausse des prix

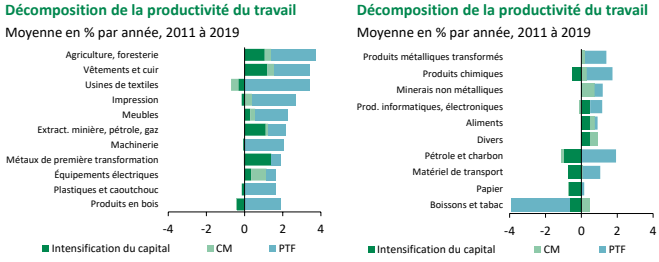
pourraient suffire pour atteindre la cible. Or, accroître la capacité de production pour soutenir une croissance généralisée des exportations est une tâche plus ardue, particulièrement dans les industries où la compétitivité s'est affaiblie.

Pour accéder aux marchés éloignés, les exportateurs doivent être plus concurrentiels sur le plan des coûts, puisqu'ils y bénéficient moins de l'avantage de proximité dont ils jouissent sur le marché américain. La productivité peut aider à combler cet écart en réduisant les coûts de production et en renforçant la capacité des entreprises à être concurrentielles sur des marchés plus éloignés. La productivité et la diversification peuvent également se renforcer mutuellement. Une clientèle plus vaste peut favoriser d'autres gains de productivité grâce aux économies d'échelle, à la concurrence accrue et aux investissements.

Le bilan de la productivité canadienne au cours de la décennie ayant précédé la pandémie est encourageant, mais les gains se sont largement effacés au cours des dernières années. L'agriculture et plusieurs industries manufacturières ont enregistré des gains solides de productivité du travail entre 2011 et 2019, grâce à une utilisation plus efficiente de la main-d'œuvre et du capital, ce qui s'est traduit par une amélioration de la productivité totale des facteurs (PTF). L'intensification du capital a relativement peu contribué, et ce, dans plusieurs secteurs (graphique 12). Ces gains d'efficacité ont placé les entreprises dans une meilleure posture de départ, mais des investissements plus importants sont nécessaires pour accroître la capacité de production et maintenir leur compétitivité à l'étranger.

Graphique 12

Les gains de productivité prépandémiques reposaient davantage sur la PTF que sur l'investissement en capital

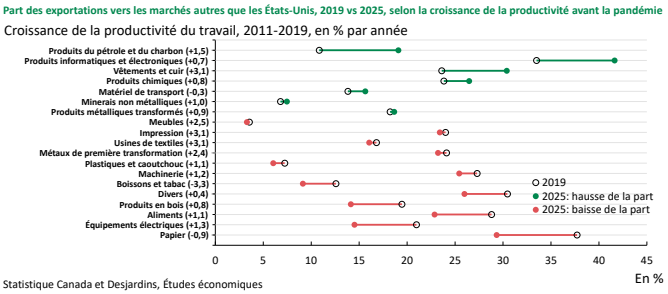


CM : composition de la main-d'œuvre; PTF : productivité totale des facteurs
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Depuis 2019, la diversification du commerce international s'est concentrée dans quelques secteurs. L'extraction minière, l'exploitation en carrière, le pétrole et le gaz, les produits pétroliers, l'habillement et le cuir, les produits chimiques, ainsi que les produits informatiques et électroniques ont accru la part de leurs exportations destinée aux marchés autres que les États-Unis. La plupart de ces secteurs ont réussi à améliorer leur productivité du travail avant 2019 (graphique 13). Toutefois, plusieurs industries qui avaient accru leur productivité avant la

Graphique 13

Certaines industries affichant des gains de productivité plus marqués sont à l'avant-garde de la diversification des exportations



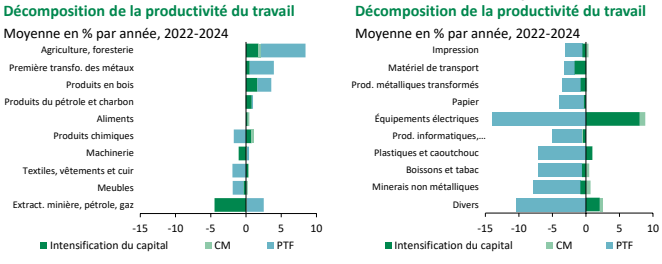
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

pandémie, notamment celles des meubles, des métaux primaires, de l'équipement électrique, de l'alimentation, ainsi que des plastiques et du caoutchouc, sont devenues plus concentrées sur le marché américain. Ces gains pourraient servir de fondement à leur compétitivité sur d'autres marchés, mais ils ne garantissent pas pour autant une réorientation facile à l'extérieur des États-Unis. En effet, les coûts de transport, l'intégration des chaînes d'approvisionnement et les préférences de la clientèle entrent également en jeu.

Après la pandémie, les conditions sont devenues moins favorables, du côté de l'offre. La productivité du travail a chuté dans de nombreuses industries manufacturières entre 2022 et 2024. L'intensification du capital n'a pas été suffisante pour contrebalancer le recul de la PTF. C'est particulièrement évident dans les secteurs orientés vers les États-Unis, tels que l'équipement de transport, les produits métalliques transformés, les plastiques et le caoutchouc, ainsi que l'équipement électrique (graphique 14). Ces reculs de productivité placent les exportateurs dans une position moins favorable pour être concurrentiels sur d'autres marchés. Une productivité moindre signifie qu'il faut plus de travailleurs pour produire la même quantité, ce qui exerce une pression à la hausse sur les coûts unitaires de main-d'œuvre (soit le coût de la main-d'œuvre par unité produite), et réduit la compétitivité des exportateurs canadiens sur le plan des coûts.

Graphique 14

Les pertes de productivité du travail après la pandémie reflètent la baisse de la PTF et la faiblesse des investissements en capital



CM : composition de la main-d'œuvre; PTF : productivité totale des facteurs
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'accès à de nouveaux marchés ne constitue donc qu'une partie du défi pour les exportateurs. Des investissements et une productivité accrus sont également nécessaires pour soutenir la croissance de la capacité et être compétitifs au-delà des États-Unis.

Infrastructures de transport : un pilier essentiel pour diversifier le commerce

Si 2025 donne un aperçu de ce qui nous attend, les prochaines années pourraient bien être marquées par une reconfiguration des corridors commerciaux et des chaînes d'approvisionnement au Canada. Selon Transports Canada, le nombre de camions transportant des marchandises qui ont franchi la frontière en provenance des États-Unis a diminué de 5 % en 2025 par rapport à 2024. Entre-temps, les expéditions ferroviaires vers le Mexique ont augmenté de 25 %, le fret aérien vers l'Europe a progressé de 8 %, et les exportations de produits en vrac vers l'Asie depuis le port de Vancouver ont bondi de 11 %. Si ces tendances se poursuivaient, la demande de transport se déplacerait progressivement des postes frontaliers terrestres vers les ports et les aéroports. Cela souligne également l'importance de connexions intermodales fluides, ainsi que de liaisons ferroviaires et routières reliant les producteurs de l'intérieur des terres aux infrastructures d'exportation le long d'un corridor est-ouest.

Les projets d'expansion portuaire prévus au Canada devraient accroître substantiellement la capacité, mais leurs retombées prendront du temps à se matérialiser. Le Terminal 2 à Roberts Bank augmenterait la capacité annuelle de manutention des conteneurs du port de Vancouver d'environ 50 %; sa mise en service est prévue pour 2035. Le terminal de Contrecœur de Montréal augmenterait la capacité d'environ 55 %. Le projet Port de Churchill Plus pourrait offrir un autre itinéraire outre-mer aux exportations des Prairies, bien que son échéancier demeure incertain. Les améliorations apportées au corridor de l'Atlantique pourraient porter leurs fruits plus rapidement, en optimisant l'utilisation des terminaux existants. L'ensemble des mesures visant le corridor de Saint John a pour objectif d'accroître le débit annuel grâce à l'amélioration des liaisons ferroviaires, de l'accès maritime et de la manutention du fret. Le Projet ferroviaire inter-terminaux d'Halifax vise à faciliter le transfert des conteneurs et à réduire la congestion urbaine attribuable aux camions.

Parallèlement, l'expansion de la capacité portuaire devrait s'accompagner de meilleures liaisons maritimes et d'une capacité de transport accrue des navires. Selon les recherches de la BdC, les principaux ports du Canada ont connu une diminution de leurs connexions aux réseaux de transport maritime mondiaux entre 2016 et 2023 (Dunbar et collab., 2026). Par conséquent, il est possible qu'une part plus importante de biens emprunte des itinéraires indirects et passe par de grands carrefours portuaires étrangers avant d'atteindre les côtes canadiennes, occasionnant des délais de transport, une logistique complexe, et une exposition accrue aux perturbations. Pour les exportateurs cherchant à faire leur marque outre-mer, ces coûts peuvent réduire les avantages d'un meilleur accès aux marchés. Une capacité accrue des terminaux, de meilleures liaisons ferroviaires et moins de restrictions d'accès maritime peuvent rendre les ports canadiens plus attrayants pour les compagnies maritimes. Mais ces investissements devraient également permettre d'accueillir de plus grands navires et d'offrir des liaisons directes outre-mer plus fréquentes, ce qui rendrait le transport maritime plus fiable et plus concurrentiel sur le plan des coûts. Des inquiétudes légitimes subsistent également quant à l'échéancier de certains de ces projets d'accroissement de la capacité de transport, compte tenu des pénuries de main-d'œuvre qui persistent dans des secteurs comme la construction, l'ingénierie et la fabrication.

Conclusion

Le Canada a réalisé des progrès notables dans la diversification de ses exportations au-delà des États-Unis. Le récent bond des exportations vers des marchés autres que les États-Unis démontre que le Canada peut accroître ses exportations outre-mer lorsque les conditions sont favorables. Toutefois, une grande partie des progrès récents est attribuable aux secteurs liés aux matières premières et à la hausse des prix à l'exportation, plutôt qu'à une progression généralisée des volumes d'exportation. Bien que cette situation ait aidé à réduire la dépendance du Canada à l'égard du marché américain, elle souligne également le défi que représente l'atteinte d'une diversification durable. Cet enjeu revêt une importance particulière compte tenu des faibles résultats du Canada en matière de productivité. Comme le suggèrent nos recherches, la diversification des échanges commerciaux est essentielle pour stimuler la productivité de nos entreprises et de l'ensemble de l'économie.